

Paris, le 6 novembre 2014

Dossier suivi par : XXXX  
Tél. : XXXX  
Courriel : [recommandations@energie-mediateur.fr](mailto:recommandations@energie-mediateur.fr)

N° de saisine : XXXX  
N° de recommandation : 2014-1439

Objet : Recommandation du médiateur sur votre litige

Monsieur,

Ce litige concerne la facturation du branchement de l'habitation de Monsieur B.

Monsieur B. conteste sa proposition de raccordement (1 443,34 euros TTC) établie le 13 décembre 2013 dont le montant est différent de celui indiqué dans le barème pour la facturation des raccordements au réseau public de distribution d'électricité pour un branchement de type 1.

Monsieur B. fait valoir que :

- les prestations complémentaires ne devraient pas être mises à sa charge puisque le coût du raccordement est forfaitaire,
- la proposition de raccordement établie pour son beau-frère le 23 septembre 2013 ne comprend pas ces prestations complémentaires.

Monsieur B. demande le remboursement de ces prestations complémentaires pour un montant de 384,88 euros TTC.

J'ai analysé ce dossier ainsi que les observations que le distributeur A m'a adressées.

La proposition de raccordement n° 2333742801 adressée à Monsieur B. est décomposée en deux parties :

- les travaux de raccordement, d'un montant de 1 058,46 euros TTC (zone de raccordement n°1) :

Désignation	Quantité	Unité	Prix unitaire HT	Montant HT	Montant HT facturé (*)	Taux TVA
Coût fixe du branchement en soutirage	1	Prestation	1 475.00	1 475.00	885.00	19.6

(\*) Le montant facturé tient compte d'une réfaction prise en charge par \_\_\_\_\_ qui correspond à la part du coût des travaux de raccordement couverte par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité, dans les conditions prévues par l'arrêté du 28 août 2007. Cette refaction pour les branchements est actuellement égale à 40%.

Tranchée / fourreau en domaine privé réalisés par vos soins (en fonction de votre choix initial) : Oui

Page 1 sur 3

- les prestations complémentaires, décomposées en trois items et d'un montant total de 384,88 euros TTC :

Désignation	Quantité	Unité	Prix unitaire HT	Montant HT	Montant HT facturé (*)	Taux TVA
Identification du câble pour branchement souterrain sur boîte	1	Prestation	179.20	179.20	107.52	19.6
Marquage piquetage des réseaux (décret DT DICT)	1	Prestation	44.40	44.40	26.84	19.6
Levé du branchement (décret DT DICT)	1	Prestation	312.75	312.75	187.65	19.6

Le distributeur A fait valoir que le paragraphe 5.4 du barème V3 pour la facturation des raccordements précise que « *pour les ouvrages qui ne font pas l'objet d'une facturation à partir de coefficient de coût, le coût de ces ouvrages est déterminé sur devis du distributeur A et, le cas échéant, complété d'un devis d'un autre gestionnaire de réseau* ».

Il indique par ailleurs qu'il est nécessaire de distinguer la prestation complémentaire d'identification du câble pour branchement souterrain sur boîte des deux suivantes.

En effet, selon lui :

- l'identification du câble pour branchement souterrain sur boîte est une prestation d'occurrence faible. Or, le barème pour la facturation des raccordements indique que « *pour les travaux dont l'occurrence est trop faible ou dont le coût est trop aléatoire, le barème renvoie à un devis* »,
- les prestations marquage piquetage des réseaux et levé du branchement « *résultent d'une réglementation nouvelle postérieure à l'entrée en vigueur du barème V3 (décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012). De ce fait, les coûts afférents à l'application de cette réglementation n'ont pas pu être pris en compte dans le barème V3* ».

Je note pour ma part que le barème V3 pour la facturation des raccordements liste dans son paragraphe 3.3 les prestations intégrées dans les coûts complets des travaux des branchements et extensions dont fait partie « *l'étude de tracé* ».

Or, les trois prestations complémentaires précitées sont incluses de façon classique dans l'étude de tracé déjà prise en compte dans le barème.

D'autre part, les obligations complémentaires mises à la charge du distributeur A par le décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011, ne font pas partie des cas limitatifs visés par le barème autorisant une facturation sur devis. A cet égard, l'article 2 de l'arrêté du 28 août 2007<sup>1</sup> indique que « *les barèmes sont révisés régulièrement et a minima une fois tous les trois ans dans les formes prévues au présent article par les gestionnaires de réseau pour tenir compte de l'évolution de leurs coûts.* »

En application de ces règles, il revenait à A de soumettre une proposition de barème actualisé pour faire face à une augmentation de ses coûts, d'autant que le « décret DT/DICT » le 1<sup>er</sup> juillet 2012 est intervenu environ un an et demi avant l'émission de la proposition de raccordement adressée à Monsieur B.

<sup>1</sup> Arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de distribution de l'électricité

S'agissant de la prestation d'identification du câble pour branchement souterrain sur boîte, le distributeur A ne justifie pas de sa faible occurrence. Or, faute de preuve contraire, cette prestation incluse dans une opération courante de raccordement pour un client particulier  $\leq 36$  kVA ne répond pas à la définition d'une prestation de faible occurrence, telle que définie par le chapitre 14 du barème de raccordement V3 en vigueur.

Dès lors, je considère que les frais liés à cette prestation ne devraient pas être facturés à Monsieur B.

Aussi, je considère que les frais découlant de la mise en œuvre de ce décret ne peuvent être facturés à Monsieur B. puisqu'ils ne sont pas inclus dans le barème V3 pour la facturation des raccordements.

Après une analyse détaillée de tous les éléments du dossier qui m'ont été transmis, je recommande :

- au distributeur A de rembourser à Monsieur B. la somme de 384,88 euros TTC correspondant aux prestations complémentaires mises à sa charge.

**Dans un but de prévention des litiges et dans l'intérêt collectif des consommateurs, je recommande au distributeur A de ne pas facturer de prestations complémentaires déjà prises en compte par le forfait de raccordement des clients  $\leq 36$  kVA du barème actuellement en vigueur.**

Cette recommandation n'est pas contraignante mais elle clôt le traitement amiable de votre litige. Si Monsieur B. est en désaccord avec son contenu, ou si le distributeur A refuse de la mettre en œuvre, il peut demander à un tribunal compétent de rendre un jugement sur le litige qui l'oppose au distributeur (voir fiche ci-jointe).

En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2007-1504, le distributeur A m'informera dans un délai de deux mois des suites données à cette recommandation.

N'hésitez pas à me solliciter au numéro de téléphone ci-dessus ou par courriel pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie

Jean Gaubert